

offerts par le Centre de main-d'œuvre. Toutefois, il y avait pendant ce même trimestre près de 470,000 chômeurs, et seulement 44,000 emplois disponibles. Il y a un certain nombre de questions que nous sommes obligés de nous poser, et qui n'échappent certainement pas au premier ministre. Pour quel travail précis formait-on ces gens? Une fois leur cours terminé, trouveraient-ils du travail? S'est-on réellement efforcé de faire correspondre les cours aux emplois vacants prévus sur le marché du travail?

Les réponses à ces questions sont toutes, en réalité, négatives, monsieur l'Orateur, comme le savent fort bien les députés de tous les partis. Pour le moment, les cours du Centre de main-d'œuvre ne sont qu'un moyen fort coûteux de réduire provisoirement, et sur papier seulement, le nombre des chômeurs. Au lieu de gaspiller des millions de dollars dans ce genre de programme, le gouvernement ferait beaucoup mieux de consacrer cet argent à des entreprises nouvelles qui créeraient dans l'économie canadienne des emplois réels et durables.

• (1550)

Monsieur l'Orateur, indépendamment d'autres raisons d'échec, les programmes des ministères de l'Expansion économique régionale et de la Main-d'œuvre ne peuvent pas réussir dans le climat économique actuel. Ces deux programmes ont été proposés il y a quelques années par le Conseil économique du Canada et tous deux n'étaient considérés comme applicables—et cela est important—qu'à la condition que l'économie tourne au plus près de sa capacité maximale. Je m'étendrai plus longuement sur ce point dans quelques instants. J'aimerais dire d'abord quelques mots sur le programme des emplois d'hiver.

En 1968, le premier ministre (M. Trudeau) a refusé et a annulé le programme d'emplois d'hiver qui, disait-il, constituait un gaspillage des fonds publics et était improductif en termes de création d'emplois. C'était la philosophie Trudeau en 1968. Toutefois, cet hiver, il a lancé son propre programme mis au point à la hâte et destiné principalement à colmater les fissures. Une fois de plus, il ne s'agit que de rayer des listes de chômage de façon très temporaire, pour quelques mois, un certain nombre d'hommes et de femmes. Je demande au premier ministre ce qui arrivera à ces gens lorsque viendra le mois de juin.

J'aimerais terminer mes remarques avec quelques observations qui, je l'espère, seront positives. Nous sommes revenus au point de départ. Ce gouvernement, après avoir été élu en 1968, a décidé de combattre l'inflation. C'est ce qu'il n'a cessé de faire depuis. Après les deux premières années, il a commencé progressivement à se rendre compte que quelque chose n'allait pas et que des milliers de gens se retrouvaient sans emploi. Il a alors fait des dépenses monétaires à la hâte et sans planification par le truchement de ses programmes du MEER, de la main-d'œuvre et des travaux d'hiver, qui fonctionnent et ne peuvent fonctionner que dans le cadre d'une économie en très grande santé. Autrement dit, ces mêmes programmes que le gouvernement cherche à invoquer et veut appliquer à l'économie canadienne requièrent une plus grande efficacité et une économie efficace avec un maximum de rendement en premier lieu, mais ce gouvernement a systématiquement détruit sa politique anti-inflationniste.

Il serait enfantin et intellectuellement malhonnête de dire qu'il y a une solution simple au problème du plein emploi au Canada. Il y a toutefois certaines méthodes qui, si elles étaient mises en œuvre maintenant, auraient des répercussions bénéfiques avant longtemps. Je pourrais

[M. Broadbent.]

ajouter que, si elles ne sont pas mises en œuvre sous peu, le Canada continuera à connaître les taux de chômage élevés et désastreux qu'il connaît actuellement.

J'aimerais faire cinq suggestions. Premièrement, le gouvernement doit abandonner sa préoccupation pour la stabilité des prix et s'engager entièrement à chercher à créer le plein emploi au lieu de se préoccuper de l'inflation plus qu'il n'est nécessaire. Il doit tout d'abord indiquer aux Canadiens que la plupart des maux de l'inflation que nous connaissons nous viennent des États-Unis et nous y pouvons évidemment très peu, comme le savent tous les économistes canadiens. Le gouvernement doit certainement dire aux Canadiens qu'un certain niveau d'inflation n'est pas mauvais. Deuxièmement, il doit créer un ministère de la planification économique qui évaluera le potentiel de notre économie par rapport aux nouveaux marchés mondiaux dans le cas de certains produits. Il doit alors canaliser les énergies dans cette voie. C'est exactement ce qu'ont fait les Japonais après la Seconde Guerre mondiale dans les industries de l'électronique et de l'automobile et nous savons tous quels succès ils ont remportés. Troisièmement, le gouvernement doit indiquer clairement à nos partenaires commerciaux que nous ne sommes pas tout simplement une source de matières premières. Nous devons poser comme conditions aux Japonais et aux Américains qu'en recevant un certain pourcentage de matières premières ils doivent également acheter un pourcentage croissant de nos produits ouvrés.

Quatrièmement, il est nécessaire de modifier profondément le régime fiscal des sociétés et de supprimer les stimulants à l'exportation de matières premières pour en faire profiter le secteur secondaire qui procure un plus grand nombre d'emplois. J'aimerais m'attarder un instant sur ce sujet. En 1955, un gouvernement libéral a adopté la politique ruineuse qui consiste à accorder des privilèges fiscaux spéciaux aux industries exploitant des richesses naturelles non renouvelables et ce à une époque où d'autres pays projetaient de développer leur secteur secondaire. En vue de gains économiques à court terme, les libéraux ont commencé à se désaisir de nos richesses naturelles tout en décourageant simultanément et inévitablement le développement de nos industries manufacturières. C'est en 1955 qu'ils ont adopté la politique fiscale reprise par le gouvernement conservateur et qu'on trouve toujours dans les mesures récentes du gouvernement actuel. Les amortissements fiscaux et les concessions accordés aux industries extractives font par exemple, que l'industrie du pétrole et du gaz n'est imposée que sur 6 p. 100 de ses bénéfices et l'industrie d'extraction des métaux sur seulement 13 p. 100.

Quelles en sont les conséquences? Les pays industriels et surtout ceux du monde occidental approuvent la politique canadienne car elle les aide de deux façons importantes. Premièrement, elle apporte à leurs investisseurs une source très bon marché de matières premières. Deuxièmement, les investissements étrangers dans notre secteur primaire, et qui s'élèvent actuellement à des milliards de dollars, accroissent la valeur du dollar canadien. Il en découle qu'il est très difficile à notre industrie manufacturière naissante de concurrencer tant ici qu'à l'étranger les pays industriels qui investissent dans nos industries primaires. Indéniablement, la politique du gouvernement libéral en ce domaine continuera de miner les efforts que pourraient faire une centaine de missions commerciales éventuellement envoyées de par le monde pour vendre nos produits manufacturés. Ce qu'il faut maintenant c'est modifier notre politique fiscale en supprimant les conces-